



LE PLAN DE REVOLUTION INDUSTRIELLE DU NIGERIA DEVOILE

Le secteur industriel du Nigéria semble prêt à profiter de l'engagement renouvelé pour l'industrialisation. Les richesses abondantes en ressources comme le pétrole et le gaz ont apporté des milliards de dollars dans ses coffres depuis le début des années 60, conduisant à une négligence de l'agriculture, qui offre traditionnellement un emploi à environ 40 pour cent de la population, et une industrie manufacturière naissante. Les revenus provenant des exportations de pétrole ont entravé les efforts de diversification de l'économie, conduisant, en outre à une stagnation de l'industrie

Le secteur du textile est un exemple; un journaliste local dans un article de journal dénonce: «Au milieu des années 80, on comptait environ 180 usines de textiles fonctionnels dans le pays qui employaient environ un million de personnes; cela représentait plus de 60 pour cent de la capacité de l'industrie textile en Afrique de l'Ouest et nourrissait des millions de foyers à travers l'ensemble des zones géopolitiques du Nigéria». «L'histoire est différente maintenant et le secteur a plongé dans un gouffre industriel énorme. A un moment au cours de la crise dans le secteur, de 180 entreprises textiles florissantes environ, le nombre est tombé à presque zéro».

DYNAMISER LE SECTEUR AUTOMOBILE

Le Nigéria avait des usines d'assemblage d'automobiles d'avant l'indépendance pour la production de voitures, camions et bus sous forme de pièces détachées. Mais dans les années 80, le secteur a connu des difficultés en raison du programme d'ajustement structurel qui restreignait le pouvoir d'achat des consommateurs et a fait de nombreux Nigériens opter pour des véhicules d'occasion importés. La contrebande par des frontières poreuses, une déficience des politiques d'infrastructures et de mauvaises politiques du gouvernement ont aussi contribué à paralyser la fabrication. Des millions de personnes ont perdu leur emploi, ce qui a aggravé la pauvreté.

L'année dernière, le Président Goodluck Jonathan a commencé à prendre des mesures concrètes pour enrayer le déclin. A commencer par le ciment, les fabricants locaux, des sociétés à responsabilité limitée comme Lafarge WAPCO et Dangote Cement, société appartenant à Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, ont été encouragés à investir des milliards de dollars dans les usines existantes et nouvelles, après des années d'importations. Au moins 1,6 million d'emplois ont été créés dans ce secteur déjà. Le Ministre du commerce et de l'industrie, Olusegun Aganga dit qu'avec 28,5 millions de tonnes métriques produites l'an dernier, plus de 8 millions de tonnes métriques de la demande intérieure en excès, place le pays comme exportateur net de matériaux de construction pour la première fois.

Les entreprises recevront désormais d'importants allègements fiscaux, de financements par des prêts bancaires à long terme avantageux et des taux de prêt à un seul chiffre de la Banque de l'industrie, la première banque de développement du pays.

PROGRAMME LE PLUS AMBITIEUX

Aussi, dans le but de mettre fin à l'importation de sucre, le gouvernement assure avoir été en mesure d'attirer environ 3 milliards de dollars d'investissements pour ce secteur au cours de l'année de mise en pratique de la nouvelle politique. Le gouvernement a mis en place un plan industriel plus complet pour diversifier l'économie, atteindre une croissance inclusive et réduire la pauvreté. Le 14 février 2014, le Président Jonathan a officiellement lancé le plan global de révolution industrielle au Nigéria qu'il a décrit comme «programme d'industrialisation le plus ambitieux» jamais entrepris dans le pays. Il est conçu pour «accélérer la croissance dans les secteurs où le Nigéria a des avantages comparatifs et compétitifs tels que la transformation des produits alimentaires et agricoles, la transformation des métaux et minéraux solides, les industries liées au pétrole et au gaz, la construction, l'industrie légère et les services».

Le plan de révolution industrielle au Nigéria se penchera également sur les contraintes séculaires que la fabrication a constamment limitées. Cela construira des infrastructures industrielles, donnera la priorité à l'électricité pour une utilisation industrielle, réduira les coûts d'emprunt et mobilisera des fonds pour le secteur en question. Le Président Jonathan assure que cela contribuera également à la formation des jeunes en compétences industrielles, améliorera le climat des investissements, améliorera les normes de nos produits, reliera l'innovation à l'industrie, et encouragera le patronage local des «marchandises fabriqués au Nigéria».

INCITATIONS GÉNÉREUSES

Contrairement au passé, les entreprises recevront désormais d'importants allègements fiscaux, de financements par des prêts bancaires à long terme avantageux et des taux de prêt à un seul chiffre de la Banque de l'industrie, la première banque de développement du pays. Le gouvernement est également déterminé cette fois à protéger les fabricants nationaux de biens importés bon marché et de qualité inférieure et de manque de patronage local. Les bureaux du gouvernement doivent s'équiper de biens fabriqués localement. Certaines industries se feront le plaisir également de bénéficier d'un statut de zone franche d'exportation et zone d'infrastructures. Afin d'alléger le problème de pannes chroniques d'électricité sur le secteur manufacturier, le secteur privé se retire pour stimuler la production d'électricité à la suite du désengagement du gouvernement l'an dernier auprès des services de production et de distribution appartenant à l'État. Selon le Ministre du commerce et de l'investissement, Olusegun Aganga, les fabricants consacrent environ 30 pour cent de leur capital pour l'électricité en raison d'une offre publique actuelle déficiente.

Ce Plan vise à accroître la contribution du secteur manufacturier au PIB du quatre pour cent actuel à plus de 10 pour cent en cinq ans, faisant passer le chiffre d'affaires annuel réalisé par les fabricants nigériens jusqu'à 31 milliards de dollars par an. Les investisseurs semblent être convaincus que le gouvernement veut vraiment faire des affaires cette fois-ci.

L'industrie automobile a attiré plus de six constructeurs automobiles internationaux, y compris Nissan et Hyundai, selon M. Aganga. Le Président Jonathan et le Chef de la direction du constructeur automobile Nissan, Carlos Ghosn, ont annoncé en janvier à Davos, en Suisse, que le géant automobile commencerait l'assemblage au Nigéria en avril 2014.

APPROBATION DE DANGOTE

Le célèbre investisseur local Dangote a donné son approbation à la nouvelle politique. Aliko Dangote a récemment annoncé son intention de s'engager pour 9 milliards de dollars dans un complexe industriel pétrochimique dans la ville commerciale de Lagos. Une fois terminé, elle aura, entre autres, une raffinerie de pétrole capable de mettre fin à l'importation actuelle embarrassante de carburant pour l'un des producteurs de premier plan de pétrole brut au monde.

Le Plan national de développement des entreprises, simultanément lancé avec le plan de révolution industrielle au Nigéria vise à assurer une croissance dans les micros, petites et moyennes entreprises du Nigéria. Le président assure que cela permettra d'exploiter pleinement le potentiel du secteur des micros, petites et moyennes entreprises du Nigéria en résolvant de nombreux problèmes auxquels la plupart des petites entreprises font face, tels que l'accès au financement, l'accès aux marchés, le faible développement d'une activité commerciale, le manque de compétences techniques, le manque d'infrastructures, et l'absence d'informations sur le marché. Ce Plan national prévoit la création d'au moins 17 millions d'emplois, en supposant que chacune des PME enregistrée dans le pays depuis 2012 emploie une personne - pas un mince exploit dans un pays avec un taux de chômage de 24 pour cent, selon le Bureau national des statistiques.

Pour plus d'informations, contactez:

Section de la communication externe et des relations avec les médias
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Ethiopie
Tél. : +251-11-5445098
Courriel: denekews@uneca.org

Suivre-la CEA

Facebook: <https://www.facebook.com/EconomicCommissionforAfrica>
Twitter: https://twitter.com/eca_official
YouTube: <https://www.youtube.com/user/unecaVideo>
www.uneca.org